

Les propositions de Fillon sur le chômage sont criminelles

écrit par Maxime | 28 novembre 2016



Petite précision sur le chômage : il y a une inversion des chiffres dans [l'article du Figaro](#) (Christine a rectifié dans son [analyse](#)). Ce n'est pas 75% de son ancien salaire que perçoit un chômeur, c'est 57% ET à condition d'avoir cotisé à temps plein sur les trois dernières années qui ont précédé la fin de son contrat pour un motif indépendant de sa volonté. Je ne sais pas d'où sort ce chiffre de 75%...

Concrètement, pour avoir de quoi vivre normalement et faire face à des charges basiques, il faut avoir été cadre dans son précédent emploi et rémunéré comme tel.

Ce qui se passe aujourd'hui, pour les professions manuelles, c'est que beaucoup de gens travaillent « au noir ».

Mais quand vous aviez une profession intellectuelle avant de perdre votre emploi, vous ne pouvez pas compter sur ce genre de petites combines.

Seule la solidarité, familiale notamment, peut permettre de s'en sortir, ou bien ses économies quand on a pu être prévoyant.

Il y a beaucoup de chômeurs diplômés ou qualifiés, ou à tout

le moins motivés. Il peut s'écouler des mois avant que vous obteniez une réponse à vos candidatures et des propositions d'entretien, car les employeurs font souvent en sorte de convoquer tous les candidats à une période rapprochée, y compris ceux qui se sont manifestés tardivement... Il est normal d'être indemnisé dans l'intervalle quand même..

Alors proposer une indemnisation dégressive, c'est effectivement criminel dans le contexte actuel, d'autant plus que les salaires sont bas, au moins en province. Même avec des bac + 5, on vous propose des postes d'agents de maîtrise, et non de cadres et des rémunérations correspondant à cette différence.

Autant de casse sociale ne peut être motivée par la nécessité. Il y a un besoin de redistribution sociale, Fillon le sait comme tous nos politiques mondialistes et ils savent tous que la mondialisation permet de désarmer la France. Ils nous font croire que la France ne peut rien, mais si la France commençait à durcir sa législation, par un effet de domino, si les autres Etats occidentaux suivaient, on pourrait faire quelque chose. Il faut que ça commence quelque part, simplement.

C'est autant l'idéologie qui conduit à proposer des mesures aussi drastiques que l'appât du gain excessif..